



international
jeunesse
représentation
fédéralisme
innovation sociale
formation

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris le 22 décembre 2015

Polytechnique, ou le renoncement à l'intérêt général

L'Ecole Polytechnique (dite l'X) est une école publique militaire d'ingénieurs française, fondée en 1794 par Napoléon Ier. Cette école, sise à Palaiseau, fait partie des membres fondateurs de la **Communauté d'Universités et d'Établissements Université Paris Saclay** et est une des plus connues dans le monde entier.

Symbole du renouvellement des élites, elle forme près de 3000 étudiants avec une dotation ministérielle de 65 Millions d'euros par an, en faisant ainsi une des écoles les mieux dotées du pays.

Pourtant, à la mi-décembre, le **gouvernement** se rendit en grande pompe avec le Ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, le Ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian et le Secrétaire d'État à l'Enseignement Supérieur et la Recherche, Thierry Mandon pour annoncer un cadeau d'ampleur à cette école : **une augmentation de 60 millions d'euros de son budget sur les cinq prochaines années**. Dans le même temps, la **Fondation** annonce la volonté de financer le **doublement** de cette augmentation de dotation. C'est donc d'un budget de près de **250 millions d'euros** dont l'X devrait disposer en 2020, soit **l'équivalent du budget d'une université de taille moyenne** pour autant d'étudiants qu'une grande promotion de PACES. Cette augmentation de budget est voulue pour financer un programme de **Bachelor en 3 ans**, dont l'accès même coûterait **plus de 10.000 euros par an** ainsi que le recrutement d'enseignants-chercheurs du monde entier ou encore la construction d'un internat d'excellence.

Dans le même temps, ce sont 65000 étudiants supplémentaires qui se sont inscrits dans notre système d'enseignement supérieur, tandis que le gouvernement nous gratifie d'une mesure compensatoire clamée comme d'une augmentation de 165 millions d'euros. Pourtant, le 6 octobre, **Thierry Mandon annonçait la faisabilité d'investir à hauteur d'un milliard pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche**, qualifiant cette possibilité de « choix politique ». Cette réponse aurait permis de répondre au **désengagement financier de l'état** notamment dans le cadre des Contrats Plans Etat-Région (CPER) à hauteur de 2,4 milliard d'euros entre 2015 et 2020, mais également pour permettre la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de l'Enseignement Supérieur (StraNES) dans un contexte de transformation profonde et continue de la société et d'augmentation démographique.

Le gouvernement n'aura pas fait ce « choix politique », il aura fait le **choix de l'excellence d'une formation au profit du petit nombre**. Il aura fait le choix de développer des **formations payantes et inaccessibles pour le plus grand nombre**, de générer l'entre-soi, de renouveler une élite, au moment même où l'enjeu de l'excellence pour tous et de la démocratisation est en passe de se rompre. Il aura donc fait le choix d'entretenir une caste plutôt que de répondre à l'intérêt général.

Enfin, sous couvert de promouvoir un regroupement d'universités et d'établissements, le gouvernement ne fait qu'exacerber les différences entre établissements. Plutôt que de développer des synergies dans un bénéfice collectif, il ostracise les universités, reléguées au seul enjeu de démocratisation de l'accès, sans avoir les moyens de démocratiser la réussite dans l'enseignement supérieur. **Alors que la richesse du regroupement tient à sa diversité et à l'adossement de ses formations à la recherche, le gouvernement en oppose ses membres, remettant ainsi en question l'un des points majeurs de sa réforme de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.**

contacts presse

Sophie Boury
Attachée de presse de la FAGE
06 75 33 79 30
sophie.boury@fage.org

Alexandre Leroy
Président de la FAGE
06 86 63 41 44
president@fage.org

5 rue Frédéric Lemaître - 75020 Paris
Tél. +33 1 40 33 70 70 - contact@fage.org

www.fage.org

Organisation étudiante représentative membre du CNESER et du CNQUS
Association agréée de jeunesse et d'éducation populaire, membre de l'ESU et du CNAJEP